

# Le 13 mai 1958 : autopsie d'une trahison



*« Jamais le drapeau du FLN ne flottera sur Alger ... »  
(Charles de Gaulle, en juin 1958).*

Aujourd'hui, les vieux soixante-huitards, devenus les « bobos » de la gauche-caviar, vont se remémorer, avec des trémolos, leur 13 mai 1968 : cette époque bénie où ces enfants trop gâtés de l'après-guerre (1) pouvaient tout casser, brûler des voitures, jeter des pavés sur les forces de l'ordre et hurler « CRS = SS » quand les flics ripostaient à coups de matraque. Bravant sans le moindre risque le pouvoir gaullien, ils se prenaient pour des révolutionnaires ou mieux, pour des héros. Quand on voit l'écolo-libéral « Dany le Rouge » soutenir Macron, on se dit que, finalement, les CRS de 68 auraient dû taper beaucoup plus fort !

Pour ma part, chaque 13 mai, j'ai une pensée pour celui de mes huit ans. C'est loin, mais je n'ai rien oublié de ce fameux 13

mai 1958, raconté avec force détails par de nombreux écrivains, plus ou moins témoins ou acteurs de ce qu'il faut bien appeler un coup d'État des séides gaullistes.

Sur Wikipédia, on peut lire ceci : « Le putsch du 13 mai est le coup d'État mené à Alger (département d'Alger) le mardi 13 mai 1958, conjointement par l'avocat et officier parachutiste de réserve Pierre Lagailarde, les généraux Raoul Salan, Edmond Jouhaud, Jean Gracieux, l'amiral Auboyneau avec l'appui de la 10<sup>e</sup> Division Parachutiste du général Massu et la complicité active des alliés de Jacques Soustelle... ». C'est (comme d'habitude !) approximatif et incomplet.

Au départ, en pleine guerre d'Algérie, c'est un drame qui va provoquer l'indignation des foules : le 25 avril 1958, un tribunal révolutionnaire de l'ALN (2) condamne à mort et exécute trois soldats français prisonniers depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1956. Ces soldats, qui sont tombés dans une embuscade, sont René Decourteix et Robert Richomme du 23<sup>e</sup> RI et Jacques Feuillebois du 18<sup>e</sup> Dragons. Pendant 18 mois, ces malheureux garçons ont subi un atroce calvaire, traînés de village en village, la corde au cou, couverts de crachats, de coups et d'insultes. Ils sont fusillés par l'ALN... sur le sol tunisien, ce « pays neutre et ami de la France » aux yeux de l'Onu.

Le général Raoul Salan était aux premières loges.

Il a raconté en détail le 13 mai dans un numéro d'« Historia », repris dans ses mémoires (3).

En France, le gaulliste Alexandre Sanguinetti remue ciel et terre pour organiser une grande manifestation en mémoire des trois soldats fusillés.

À Bône, à Oran, puis à Alger, les partisans de l'Algérie française et les associations d'anciens combattants en font autant. Mais il ne faut pas occulter l'agitation provoquée autour de ce drame par les partisans de « l'ermite de Colombey » qui ne rêve que d'un retour au pouvoir.

Retour que seules des conditions dramatiques pourraient

provoquer.

Le dimanche 11 mai, un gaulliste historique demande à Raoul Salan : « Mon général, pouvez-vous temporairement vous passer de deux régiments parachutistes et, en cas de troubles, les envoyer sur la région parisienne ? ». Le 13 mai 1958 est un coup d'État gaulliste : les gaullistes ont bien envisagé un coup de force des paras pour s'emparer du pouvoir !

Salan était prêt à marcher puisque, il l'écrira lui-même : « À Paris, des hommes politiques reprochent à cette guerre de s'éterniser et de coûter cher. 400 000 hommes, disent-ils, n'arrivent pas à bout de 60 000 fellaghas ! Je retrouve les propos tenus autrefois sur l'Indochine... Mais Alger est à la porte de Paris... ».

Manipulé par les gaullistes – qui ont pourtant tenté de l'assassiner en janvier 1957 (4) – Salan déclare à la presse : « Pour éviter le désordre, je suggère que monsieur Pflimlin se retire et qu'un gouvernement de salut public soit constitué avec, à sa tête le général de Gaulle, seul garant pour nous de l'Algérie française... ».

Le 13 mai, une grève générale est décidée à Alger, en même temps qu'une grande manifestation patriotique au plateau des Glières, où se trouve le monument aux morts de la ville.

Cette manifestation de pieds-noirs et de musulmans, qui fraterniseront avec les paras du 3<sup>e</sup> RPC de Trinquier et ceux du 6<sup>e</sup> de Romains-Desfossés va prendre une ampleur considérable. Au balcon du gouvernement général, la foule en liesse acclame les différents orateurs.

On crie « Vive l'armée », « Vive Massu », « Vive Salan », « Algérie française », mais surtout « Vive de Gaulle » et « de Gaulle au pouvoir ».

De nombreux auteurs qualifieront d'« heures historiques » ce qui fut une gigantesque manipulation. Pendant ce temps, de Gaulle secoue ses supporters et ses fidèles en leur rappelant qu'il n'interviendra que « comme arbitre ». Il n'ose pas

encore dire comme sauveur !

Et « l'ermite de Colombey » revint aux affaires, après une longue traversée du désert, à coups de propos mensongers. Bernard Moinet, dans son « Journal d'une agonie » (5) s'est donné le mal de reprendre les différents discours, notes, conférences, dans lesquels « l'homme du 18 juin » a pris position en faveur du maintien de la France en Algérie mais surtout, a demandé aux militaires, aux pieds-noirs, aux harkis, de lui faire confiance. C'est à la fois édifiant et scandaleux !

Le fourbe va rapidement tomber le masque. Dès janvier 1959, une des premières mesures du tout nouveau président de la République laisse les pieds-noirs et l'armée perplexes : la grâce de 180 terroristes – excusez du peu ! – du FLN condamnés à mort pour des massacres, la libération de 7 000 prisonniers (qui s'empressent de gagner le maquis pour reprendre les armes contre la France) et le transfert du traître Ben Bella et de ses codétenus à l'île d'Aix, où ils allaient bénéficier d'un hébergement de luxe. Cette clémence n'était que la première étape du chemin de l'abandon.

Très rapidement le « général micro » – qui découvre, en revenant aux affaires, l'utilisation qu'on peut faire de la télévision – dévoile ses véritables intentions : l'indépendance à court terme.

Déjà des émissaires gaullistes rencontraient en grand secret des responsables du FLN pour préparer ce que de Gaulle appelait « la paix des braves ». Le 16 septembre 1959, il prononçait son discours sur « l'autodétermination » qui ouvrait la voie à l'indépendance.

Pierre Pflimlin, éphémère président du Conseil qui n'avait tenu que 20 jours avant d'être renversé par les gaullistes en mai 1958, avait vu juste quand il déclarait :

« Les gens d'Alger vont avoir des surprises avec de Gaulle. Il les matraquera durement. Il ne croit pas à l'Algérie française. Il ira plus loin dans la politique algérienne qu'aucun

gouvernement n'aurait pu le faire... Un jour les Français d'Algérie regretteront de m'avoir renversé... ».

La perte de l'Algérie, c'est aussi la fin de notre autosuffisance énergétique et le début de l'immigration-invasion que nous subissons actuellement. Comme disait un humoriste – ô combien lucide ! – « Lors du divorce entre la France et l'Algérie, c'est la France qui a obtenu la garde des enfants. Pour moi, le 13 mai sera toujours une journée de deuil ! Semper fidelis.

### **Éric de Verdelhan**

1)- C'est une époque où 20 % des bacheliers, généralement issus de la bourgeoisie, pouvaient faire des études supérieures. Depuis, par souci d'égalité, on donne un bac totalement dévalorisé à 85 ou 90 % d'une classe d'âge et on s'étonne qu'il n'ouvre qu'une porte ; celle de « Pôle-emploi ».

2)- Armée de Libération Nationale ; la branche armée du FLN.

3)-« Mémoires » du général Raoul Salan, mémoires en 3 tomes. Le dernier, et le meilleur, traite du drame algérien ; Plon ; 1973.

4)- « L'affaire du bazooka » qui coûta la vie au commandant Rodier. Philippe Castille, l'un des auteurs de l'attentat, rejoindra plus tard Salan au sein de l'OAS.

5)- « Journal d'une agonie » de Bernard Moinet ; éditions Saint Just ; réédition 1981.